

Procès d'américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens.

CLT, Numéro 3, Juillet-Septembre 1979.

Enquête ¹ conduite par Pierre Broué avec la collaboration et l'aide de Michel Dreyfus, Roland Lewin, John Pou-Los, Gérard Roche, Annie Scatto-Lon, Alan Wald.

Passée pratiquement inaperçue en Europe, l'affaire qu'on appela « *Robinson-Rubens* », de deux des faux noms du mystérieux personnage qui fut l'un de ses principaux protagonistes, a eu en revanche un grand retentissement aux Etats-Unis. Elle a incontestablement sa place dans ce numéro spécial sur « *Les procès de Moscou dans le monde* », soit que, dans le cas le plus simple et, si l'on ose dire, le plus bénin, il se soit agi de la simple suppression par le G. P. U. de certains de ses agents aux Etats-Unis, soit que, comme l'ont pensé à l'époque Herbert Solow, Carlo Tresca et avec eux les trotskystes américains, elle ait constitué la partie visible d'un amalgame de plus grande envergure destiné à compromettre par des aveux de prétendus « *espions* » et « *saboteurs* » le travail de la commission Dewey et à étayer par conséquent la construction des procès de Moscou.

L'enquête que nous avons commencée et dont nous donnons ici les premiers résultats ne nous a pas conduits à une conclusion indiscutable.

Elle nous a au moins démontré que cette entreprise « *américaine* » du G. P. U., comme celle des « *procès de Moscou* » prévus à Prague et à Barcelone, fut mal préparée et abandonnée prématurément parce qu'irréremédiablement compromise. Elle nous a pourtant entraînés fort loin dans une succession de disparitions et d'assassinats spectaculaires.

Double disparition d'Américains à Moscou ?

Tout commence à Moscou, à l'hôtel National, le 8 décembre 1937.

Dans un des salons de ce grand hôtel voisin de l'ambassade des Etats-Unis, une jeune femme effondrée confie à des journalistes et diplomates américains que son mari, Donald L. Robinson, arrivé avec elle en touriste dans la capitale soviétique le 6 novembre précédent pour assister notamment aux cérémonies du 20^e anniversaire d'Octobre, a disparu depuis le 2 décembre. Partie seule en promenade ce jour-là, elle aurait appris à son retour, de la direction de l'hôtel, que son mari, brutalement atteint d'une maladie subite et grave, aurait dû être hospitalisé d'urgence et placé dans un poumon d'acier. Elle ajoute qu'en dépit de démarches pressantes, elle n'a pu depuis connaître ni le lieu de son hospitalisation, ni le point de son état de santé.

L'affaire rebondit et trouve un écho dans la grande presse américaine quand Mrs Ruth Norma Robinson elle-même disparaît à son tour, le 9 décembre ². Il y va en effet de la fameuse « *protection* » due par les autorités américaines à deux citoyens disparus à l'étranger et des accords américano-soviétiques.

¹ C'est bien d'une enquête et non d'un article ordinaire qu'il s'agit puisque notre recherche nous a conduits de la B.D. I.C. de Nanterre au Centre américain de documentation de Paris, à la New York Public Library, à la Bibliothèque de l'Institution Hoover à Stanford et à la Bibliothèque communale de Follonica à la recherche d'imprimés et d'archives. Au moment où ce numéro est mis sous presse, nous n'avons pu encore consulter sur cette question l'ensemble des documents mis à la disposition des chercheurs aux Etats-Unis en vertu du *Freedom of Information Act* — et nous le regrettons. Mais la recherche historique non subventionnée est incontestablement une activité aussi lente que coûteuse.

² New York Times, 10 décembre 1937.

Pendant plus d'une semaine, les autorités de Moscou affirment tout ignorer du sort du couple Robinson³. L'affaire est si troublante que le *New York Times* s'interroge : tout semble indiquer que les Robinson sont aux mains de la police, mais le silence des autorités soviétiques, dont on connaît pourtant le souci de ne pas mécontenter le département d'Etat, ne s'expliquerait que si les Robinson n'étaient pas réellement américains⁴. Après la fumée, le feu : le 14 décembre, le département d'Etat fait savoir que les « *touristes* » disparus sont en réalité des personnes non identifiées, les passeports au nom de Robinson étant faux⁵.

Trotskyistes, espions, saboteurs... non identifiés

Le 16 décembre, l'affaire connaît un vrai tournant. Les *Izvestia* annoncent en effet que la police soviétique a reçu l'ordre d'arrêter les prétendus Robinson : le *New York Times* y voit à juste titre un indice du fait que la police les détient déjà. Le quotidien de Moscou donne d'ailleurs le ton : citant une interview au *New York Daily News* dans laquelle le trotskyste américain Max Shachtman dénonçait dans l'affaire une machination stalinienne en vue d'un nouvel amalgame, il y voit la preuve que les « *trotskyistes* » sont mêlés à l'affaire et « *cherchent à couvrir leurs traces* »⁶. Dans un communiqué de presse, le Dr Dewey, président de la commission d'enquête, dénonce ce qu'il appelle « *les préparatifs d'une nouvelle imposture* », visant, dit-il, « *à calomnier la commission et à discréditer son travail* »⁷.

Tout va dès lors très vite. La presse russe annonce l'arrestation des Robinson. L'homme aurait été arrêté à Sverdlovsk, dans une zone d'intérêt militaire, porteur de faux passeports et d'un matériel d'espion. Les commentaires suggèrent que ce « *trotskyiste* » travaillait pour l'Allemagne nazie, ou le Japon. Aux Etats-Unis, *Daily Worker* et *New Masses*, organes du P. C., prennent le relais et commencent à orchestrer une campagne reprise d'ailleurs par la chaîne ultra-réactionnaire de *Hearst*. Les rumeurs foisonnent, en provenance du siège du P. C. ou de l'ambassade soviétique à Washington : la preuve que des « *trotskyistes américains* » espionnent et sabotent en Union soviétique, c'est que Robinson, avant son départ, a pris contact... avec les Japonais en Californie, avec Trotsky au Mexique, avec le Dr Horace M. Kallen, membre du comité de défense de Trotsky et ami de Dewey à New York⁸ et qu'il avait « *des liens* » avec le consulat

³ Ibidem, 11, 12, 13, 15, décembre 1937. Aux termes de l'échange de lettres entre Roosevelt et Litvinov lors du voyage de ce dernier aux Etats-Unis en 1933, les Etats-Unis devaient bénéficier en U. R. S. S. de la clause de la « *nation la plus favorisée* » et leur gouvernement devait être informé dans les 72 heures par son homologue soviétique de toute poursuite entreprise contre un citoyen américain.

⁴ Ibidem.

⁵ Ibidem, 17 décembre 1937.

⁶ Ibidem, 17 décembre, avec de larges extraits de l'article des *Izvestija* de la veille. Le jour même, James P. Cannon donnait une conférence de presse.

⁷ Ibidem.

⁸ On peut trouver un résumé des accusations et rumeurs mises en circulation à cette époque dans deux articles-bilans, celui de Junius (pseudonyme de Solow) dans *Socialist Appeal* du 16 avril 1938 et un autre signé de SoLow dans *New Leader* du 25 novembre 1939. Une des pièces les plus intéressantes du dossier de presse se trouve dans une dépêche parue dans le *New York World Telegram* du 4 janvier 1938, émanant des « *milieux bien informés de Washington* ». Cette dépêche indique en effet que l'on pense généralement à Washington que les « *Robinson* » sont en réalité des agents soviétiques et que leur « *arrestation devrait être suivie d'une nouvelle série de procès avec aveux en Russie* ». Elle poursuit en indiquant comme objectif de l'opération les trotskystes étrangers et la peur de l'espionnage japonais et indique : « *La publicité donnée en Amérique à l'affaire Robinson a été accueillie avec une grande satisfaction par les autorités soviétiques comme un bon début.* » Elle précise que c'est « *une série de coïncidences relevées par l'enquête* » qui a tourné Washington vers « *la théorie de l'agent secret, d'abord émise par Max Shachtman et d'autres dirigeants trotskystes américains* ». Enfin, parmi les éléments susceptibles d'être invoqués à l'occasion d'un procès, la dépêche au *World Telegram* précise : « *On indique également que les Robinson ont parlé à Moscou de leurs voyages à travers tous*

général d'Allemagne à New York. Le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon porte plainte pour les détournements de correspondance qui se multiplient depuis quelques jours au détriment de l'organisation trotskyste⁹. Il semble que ce sont bel et bien les éléments d'un nouvel amalgame qui sont ainsi mis en place.

Or il tourne court brutalement. Le premier coup de théâtre se produit le 28 décembre. L'enquête menée à New York vient en effet de révéler que les deux personnes entrées en U. R. S. S. avec de faux passeports aux noms de Robinson se sont embarquées le 16 octobre sur le vapeur italien Rex, qu'elles l'ont quitté à Naples le 23, qu'elles ont couché à l'hôtel Scribe à Paris, le 30 octobre, mais qu'elles étaient alors munies d'autres passeports américains, aux noms d'Adolph Arnold Rubens et de son épouse Ruth Marie¹⁰. Robinson ou Rubens ?

En fait, ni l'un, ni l'autre. Le 28 décembre, les enquêteurs révèlent l'identité de la femme qui s'est fait appeler Mrs Robinson pour entrer en U. R. S. S. : il s'agit d'une citoyenne américaine, Ruth Marie Boerger, qui est bien, depuis mai 1935, l'épouse légitime d'un nommé A. A. Rubens. Mais cette révélation en provoque une autre : A. A. Rubens, qui avait, lors de sa naturalisation, obtenu le changement légal de son premier nom d'Adolph Charles Rudewitz en Rubens, n'est en réalité pas plus Rubens ou Rudewitz que Robinson, ainsi que le démontre l'apparition indignée du véritable Adolph Charles Rudewitz, lequel affirme n'avoir jamais demandé à devenir Rubens, tout ignorer de Ruth Marie et avoir seulement été victime d'un vol de papiers d'état civil¹¹. Qui est donc réellement celui qui ne s'appelle ni Robinson, ni Rubens, ni Rudewitz ? Ou, si l'on préfère, à qui Ruth Marie Boerger a-t-elle été légalement mariée — sous le nom de Rubens ? On n'est apparemment pas près de le savoir.

Au mois de février, après bien des démarches et notes diplomatiques pressantes, le chargé d'affaires des Etats-Unis à Moscou obtient enfin

l'autorisation de rendre visite à Ruth Marie Boerger à la prison Butirky où elle est détenue. L'entretien se déroule en présence d'officiers de sécurité soviétiques dont le chef accorde ou refuse à la détenue la permission de répondre, lui interdisant notamment de mentionner quoi que ce soit sur l'origine de son faux passeport. La jeune femme admet avoir utilisé une double identité pour voyager : celle de Rubens, qu'elle croyait authentique, pour le voyage en Europe occidentale, celle de Robinson, qu'elle savait fautive, pour entrer et séjourner en U. R. S. S. Elle refuse l'aide du gouvernement américain proposée par le chargé d'affaires et affirme n'avoir nul besoin d'un avocat¹². On apprend, quelques jours plus tard,

les Etats-Unis et d'une visite à Léon Trotsky au Mexique. On disait qu'aux Etats-Unis ils avaient passé quelque temps en Californie, considérée comme un centre de l'activité d'espionnage. » Cette dernière phrase, comme devait l'indiquer Solow dans *Socialist Appeal*, préparait le terrain à l'amalgame Trotsky-Mikado. A ce sujet, dans l'ensemble, Solow remarque que les accusations les plus graves se trouvent non dans la presse du P. C. mais dans les journaux de la presse ultra-réactionnaire Hearst. Il est indéniable que les services de presse du P. C. et de l'ambassade soviétique s'entendirent à merveille pour « intoxiquer » des journalistes avides de matière sensationnelle. Mais la presse *Hearst* avait une politique. Ce fut un journaliste de la chaîne en question, curieusement nommé d'ailleurs Donald Robinson, qui fut à l'origine des rumeurs concernant les liens prétendus entre « Robinson » et le Dr Horace Kallen (cf. n. 28, p. 23), ami personnel de Dewey et membre du comité de défense de Trotsky (voir notamment le *New York Daily Mirror*, du 30 décembre 1937).

⁹ *Socialist Appeal*, 22 janvier 1938. Le *New York Times* du 19 janvier 1938 fait le point des premiers résultats de l'enquête sur le vol du courrier des trotskystes qui viennent de créer, sortant du parti socialiste, le *Socialist Workers Party* : un homme a été arrêté, qui avait volé une lettre-piège.

¹⁰ *New York Times*, 28 décembre 1937.

¹¹ Ibidem, 29 décembre 1937.

¹² Ibidem, 12 février 1938. Par ailleurs, l'historien américain Allen Weinstein, qui a repris toute l'affaire Alger Hiss, a pu avoir, en vertu du *Freedom for Information Act*, connaissance du rapport rédigé sur cette entrevue par le chargé d'affaires Loy Henderson au secrétaire d'Etat Cordell Hull, en date du 10

qu'elle a réussi à faire tenir à sa mère en Floride un message dans lequel elle l'adjure de ne rien faire pour sa libération et de ne pas collaborer à l'enquête concernant l'affaire par des déclarations qui risqueraient d'être intempestives ¹³.

Le réseau du G. P. U. démasqué ?

L'affaire entre dans une phase nouvelle. Le grand journaliste Herbert Solow, membre du comité de défense de Trotsky, s'est lancé dans une enquête minutieuse et a recueilli une masse d'informations. C'est son enquête qui, dès le 8 janvier, sert de base dans *Socialist Appeal* à des articles signés « Junius » qui dénoncent la provocation et montrent la main du G. P. U. Solow — d'abord sous des pseudonymes destinés à faire parler l'agent Whittaker Chambers, qu'il connaît, puis sous sa propre signature — aborde ensuite la question dans le *Sun de New York*, puis le *New Leader*. Il n'a aucune peine à démontrer que non seulement le prétendu Robinson-Rubens n'est pas « trotskyste », mais encore qu'il y a toutes raisons de penser qu'il s'agit en réalité d'un agent du G. P. U. La campagne de la presse stalinienne s'arrête brutalement ¹⁴.

C'est que les révélations de Solow, puis les informations données par les enquêteurs ne laissent bientôt plus de doute. On apprend d'abord que Ruth Marie Boerger avait été membre du P. C. et militante active des « comités de chômeurs » qu'il contrôle, jusqu'à sa rencontre avec A. A. Rubens. En outre la police découvre que les faux passeports ont été obtenus par un réseau — « fabrique de passeports », dit Solow, « fabrique de bottes » en jargon d'espionnage. Les documents nécessaires à la délivrance des passeports ont été de faux papiers de jugement ou de naturalisation ou encore des certificats de naissance de personnes décédées dans leur enfance. Tous ont été enfin obtenus du même bureau du comté de New York — dont le directeur, Albert Marinelli, vient d'être révoqué pour avoir trempé dans les affaires de prévarication de Tammany Hall — qui n'exigeait pas la présence physique du « demandeur ». En ce qui concerne les passeports au nom de Mr et Mrs Donald L. Robinson, ils ont été envoyés à l'adresse d'une certaine Helena Ravitch — dont Solow révèle qu'elle est la femme du docteur Solon S. Bernstein,

février 1938. Dans son ouvrage, *Perjury* (New York, 1978), il cite par ailleurs un article de Whittaker Chambers portant une appréciation qu'il semble partager : « M. Loy Henderson rédigea un rapport détaillé confidentiel... dans lequel il disait que son opinion était que Mrs Rubens et son mari étaient des agents de l'I.C. pris dans la purge. Ce n'était pas absolument exact, mais assez proche cependant pour apaiser le gouvernement soviétique (en lui montrant) que Washington resterait passif dans l'affaire de M. Rubens. » C'est là que se trouve le lien entre la célèbre affaire Alger Hiss et l'affaire « Robinson » : Alger Hiss fut accusé, entre autres, d'avoir copié les dépêches de Loy Henderson afin de les communiquer aux Soviétiques.

¹³ H. Solow, « Mrs Rubens prie ses parents aux Etats-Unis de garder le silence », *New Leader*, 12 mars 1938. Whittaker Chambers, *Witness*, p. 400, devait Préciser plus tard que la mère de Mrs Rubens avait reçu à West Palm Beach la visite d'un théologien connu comme compagnon de route du P. C. qui lui avait conseillé le silence et promis en outre d'intervenir personnellement auprès de Staline vu faveur de leur fille.

¹⁴ Voir notamment les articles signés Junius dans *Socialist Appeal* : « L'opinion de l'Appeal confirmée dans le mystère "Robinson-G. P.U." » (8 janvier 1938), « Toutes les traces conduisent aux staliniens dans l'affaire Robinson-Rubens » (15 janvier), « Moscou en difficulté avec l'affaire Robinson » (29 janvier), « Le plan réel derrière l'affaire Rubens s'éclaire » (5 février), et surtout l'article d'H. Solow « De nouvelles preuves qui révèlent le lien entre Rubens et les Soviets », *New Leader*, 19 février 1938. Solow avait signalé les recherches des autorités soviétiques, en juillet 1937, pour arrêter l'entrée des touristes nommés Robinson (*New York Times*, 15 juillet 1937). Il avait également révélé dans sa série du *Sun* que Ruth Marie Boerger, avant son départ, avait confié son enfant d'un premier mariage à sa mère en Floride, avec des instructions « pour le cas où il lui arriverait malheur ».

médecin personnel du dirigeant communiste William Foster ¹⁵. Les autres boîtes postales utilisées conduisent à des sympathisants du P. C. Les enquêteurs arrivent à la conclusion que dix-huit faux passeports ont ainsi été obtenus du même bureau, dans les mêmes conditions, par le même réseau. La majorité d'entre eux a servi pour le départ dans les Brigades internationales de citoyens américains. Trois hommes convaincus d'avoir fait partie de ce réseau, sont inculpés et arrêtés. L'avocat Edward Blatt, au moins compagnon de route du P. C., vit très au-dessus de ses moyens ; avocat sans beaucoup de causes, c'est lui qui a obtenu très vite, à Reno, le divorce de Ruth Marie Boerger quand elle a uni sa vie à celle de « *Rubens* ». C'est également lui qui a plaidé pour le changement de nom de Rudewitz en Rubens dont a bénéficié le mari de Ruth. C'est à lui que la jeune femme a confié la mission d'aider sa famille à élever son enfant au cas où il lui « *arriverait malheur* ». Le photographe Ossip Garber — élément indispensable de l'entreprise — est né en Russie et connu pour ses sympathies pour le P. C. et a servi de témoin pour identifier les demandeurs de passeport. Le troisième homme, Aaron (Arthur) Sharfin, employé au consulat d'Egypte, a utilisé ses liens à Tammany Hall pour obtenir du bureau de Marinelli qu'il n'exige pas que le demandeur se présente en personne.

Avec l'arrestation des trois faussaires, l'affaire « *Robinson-Rubens* » disparaît de la « *une* » des grands journaux américains qui imitent en cela la presse du P. C., muette depuis février.

Elle affleure pourtant à nouveau en octobre-novembre au cours d'un interminable procès d'espions allemands dont les principaux responsables sont, comme d'usage, en fuite. Les avocats de deux des prévenus mettent en effet en cause les personnalités de deux des principaux témoins de l'accusation, Léon G. Turrou et Gustav G. Rumrich. Ils affirment et offrent de faire la preuve que les deux hommes, qui ont « *reconnu* » avoir espionné pour le compte de l'Allemagne nazie et dont le témoignage est l'axe du procès, sont en réalité liés au G. P. U., le premier, depuis le début des années 20... avant d'être entré comme G.-Man au sein du F. B. I. ! L'avocat Dix, en particulier, n'a pas de peine à démontrer qu'une tentative, effectuée quelques mois auparavant par Rumrich, d'obtenir un faux passeport à New York ne pouvait qu'être une initiative pour brouiller les pistes de l'enquête sur l'affaire Robinson-Rubens. L'analyse serrée des débats de ce procès d'espions « *allemands* » par Herbert Solow fait apparaître le refus délibéré de l'avocat général et du juge de tenter d'éclairer cet aspect du procès ¹⁶. Fait significatif en tout cas, c'est à l'occasion de ce même procès — qui a bénéficié d'une grande couverture dans la presse stalinienne en U. R. S. S. comme aux Etats-Unis — que, pour la première fois depuis des mois, Moscou reparle de l'affaire Rubens : le 14 novembre 1938 en effet, la *Krasnaia Zvezda*, organe de l'Armée rouge, prend argument des « *révélations* » faites à ce procès pour évoquer à nouveau l'activité d'espionnage du couple Rubens ¹⁷ !

En dépit des précautions des autorités américaines, visiblement décidées à couvrir d'un voile pudique les agissements du G. P. U., le procès des faussaires en passeports, en mars et avril 1939, confirme tout ce que l'on pouvait supposer de l'activité réelle de « *Robinson-Rubens* ». L'accusation y produit en effet un passeport, au nom d'Alexander Smied, qui porte sa photographie et mention de quarante-cinq franchissements de la frontière austro-tchécoslovaque en moins d'une année ¹⁸ : mais bien entendu

¹⁵New York Times, 21 avril 1939, et New Leader, 25 novembre 1939, dans un résumé de l'affaire par Herbert Solow.

¹⁶ Le *New York Times* a couvert attentivement tout ce procès. Voir notamment ses comptes rendus des 29 octobre et 19 novembre 1938. Voir surtout les articles d'Herbert Solow dans New Leader des 29 octobre et 19 novembre 1938. *L'Humanité* — où nous n'avons relevé aucune allusion directe à l'affaire « *Robinson-Rubens* » — rendit compte de l'affaire le 28 février 1938 en présentant les aveux de Rumrich de façon à accréditer la version du G. P. U. sur l'affaire Robinson-Rubens. Après avoir mentionné les efforts de Rumrich pour se procurer de faux passeports, elle écrivait : « *Il (Rumrich) a avoué que les passeports devaient servir à des agents secrets actuellement aux Etats-Unis qui avaient reçu l'ordre de se rendre en Union soviétique en se faisant passer pour des citoyens américains.* »

¹⁷ *Krasnaia Zvezda*, 14 novembre 1938.

¹⁸ New York Times, 19 avril 1939.

Smied n'est pas plus son nom véritable que ne l'étaient Robinson, Rubens et Rudewitz, ou encore ceux de « *Richards* » ou « *Arnold* » que l'on murmure.

Un témoignage particulièrement accablant est porté devant les juges contre Robinson-Rubens par un compagnon de route du P. C., Imre Klein, bien connu pour le rôle qu'il a joué une année auparavant dans la campagne pour imputer aux trotskystes américains l'assassinat du syndicaliste Pat Corcoran¹⁹. Klein, qui, sous le pseudonyme littéraire de Kenneth Huston, a été éditeur de la revue *Literary America*, reconnaît devant le tribunal que, pour obliger « *Robinson-Rubens et l'aider, à la demande de Blatt, à se composer un personnage d'écrivain, il lui a régulièrement remis des chèques censés représenter des honoraires, en échange de sommes un peu supérieures en espèces*²⁰ ». Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer dès lors la source des revenus d'un homme qui dispose d'un bel appartement, d'une bonne, deux automobiles, un canot à moteur et est membre du *Yacht Club d'Oster Bay* et d'un club de tennis — surtout quand cet homme n'a pas de profession avouée.

Blatt, Garber et Sharfin sont finalement condamnés à deux ans de prison pour « *conspiration* » ayant pour objectif de fabriquer de faux passeports. Plusieurs agents du F. B. I. n'ont pas dissimulé que le réseau était, selon eux, au service du gouvernement soviétique, mais l'attorney général des Etats-Unis a tenu à préciser qu'on pouvait seulement dire que les faux passeports étaient destinés « *à des agents d'un pays étranger engagés dans des activités d'espionnage* » et que les accusés n'avaient pas obéi seulement à des mobiles d'« *intérêt matériel* », mais également à « *leur sympathie avec l'objectif politique de cet Etat étranger*²¹ ».

On ne sait toujours pas qui est réellement l'homme aux multiples identités qu'on a connu d'abord sous le nom de Donald L. Robinson. Krivitsky, qui vient de rompre avec le G. P. U. et de se réfugier aux Etats-Unis, déclare au Sun de Baltimore qu'il reconnaît formellement dans les photos parues dans la presse un de ses anciens collaborateurs au « *service étranger* », un Letton nommé Ewald²². Solow ajoute des touches au « *portrait-robot* » du mystérieux personnage : c'est par l'agent du G. P. U. Léon Minster, qui a travaillé avec lui sur les docks, qu'il a connu sa femme, et il a également travaillé dans ce même secteur avec l'agent du G. P. U. Mink et connu Juliet Stuart Poyntz, elle aussi, du G. P. U. : on n'aura jamais ni précision supplémentaire, ni véritable certitude²³.

¹⁹ *Socialist Appeal*, 28 avril 1939. Patrick Corcoran, ancien chauffeur-livreur de lait, avait été entre 1934 et 1935 à Minneapolis l'agent de la bureaucratie A. F. L. contre les trotskystes qui dirigeaient alors le Local 574. Il avait fait sa paix avec eux en 1936 et présidait le conseil unifié des camionneurs (Teamsters) de Minneapolis. Il avait été abattu le 15 novembre 1937 par des inconnus. La presse réactionnaire avait aussitôt mené une campagne féroce à propos du « *gangstérisme* » dans le mouvement syndical et la presse stalinienne lui avait emboîté le pas en liant ce « *phénomène du gangstérisme* » à Minneapolis à... l'influence des trotskystes acquise pendant les grandes grèves de 1934.

²⁰ *New York Times*, 22 avril 1939.

²¹ Ibidem, 4 mai 1939.

²² Sun de Baltimore, 5 mai 1939. Sur Krivitsky, n. 8, p. 138. L'ancien agent du G. P. U. collaborait aux Etats-Unis à l'identification des agents soviétiques. Il fut trouvé mort dans sa chambre d'hôtel à New York le 19 février 1941 (cf. Hugo Dewar. *Assassins at Large*, p. 85-96).

²³ Les informations ci-dessus sont réunies par Solow dans son article-bilan de l'affaire, « *Stalin's American Passport Mill* » (La fabrication de passeports américains de Staline), *American Mercury*, vol. 47, juillet 1939. On peut relever par ailleurs que dans son livre, *I was Stalin's Agent*, publié en 1939, Krivitsky ne répète pas ce qu'il avait déclaré au Sun de Baltimore, et notamment l'identité d'Ewald. Est-ce bien significatif ? On sait en effet que le livre de Krivitsky fut écrit, sous sa direction « *lointaine* », par des collaborateurs qui ne semblent pas s'être embarrassés de « *détails* ». Par ailleurs, dans ses conversations avec Solow en novembre 1938 (Memorandum de ces conversations rédigé par Solow, archives Solow, Stanford), Whittaker Chambers mentionna qu'il avait connu « *Robinson-Rubens* » aux

Une ancienne « *espionne* » satisfaite de son sort

L'affaire proprement dite, ou du moins sa partie publique et officielle, touche à sa fin. C'est en effet le 9 juin 1939 que Ruth Marie Boerger est jugée à Moscou en présence de journalistes et diplomates américains, mais sans son mari. Elle plaide coupable pour son « *entrée illégale* » en U. R. S. S., niant toutefois toute intention malveillante. La première accusation ayant été seule retenue par le tribunal, la jeune femme est condamnée à dix-huit mois de prison, peine déjà couverte par sa détention préventive, et remise en liberté le 10 juin. Au cours du procès, elle a interrogé le président : « *Et mon mari ?* », et ce dernier a répondu : « *On ne peut rien vous dire. Il n'a rien à voir dans cette affaire* ²⁴. » Les journalistes s'attendent à son expulsion immédiate ; ils seront déçus.

Le 22 juin, Ruth Marie Boerger donne à Moscou une conférence de presse. Elle assure avoir été bien traitée en prison, donne même des précisions sur les menus servis à la prison Butirky. Elle maintient que son mari a été arrêté à Moscou et non à Sverdlovsk, le 2 décembre et que son arrestation a été suivie d'une perquisition dans leur chambre à l'hôtel. Elle assure avoir été confrontée avec son mari à deux reprises au cours de l'enquête : il pleurait, dit-elle, et se clamait coupable (« *Je suis un criminel devant la loi soviétique* »), mais elle ne sait de quoi. Elle reconnaît qu'il est d'origine lettone, mais affirme qu'il a bel et bien été naturalisé américain. Personnellement elle dit ne pas avoir d'idées politiques bien précises, en dehors de son « *antifascisme* ». Mais son mari, en revanche, était plutôt, à ce qu'il lui semble, profasciste : il aimait, raconte-t-elle, entendre le disque de Giovinezza, l'hymne fasciste italien. Mais il n'est venu en U. R. S. S., répète-t-elle, qu'avec des projets littéraires ²⁵.

C'est le 17 novembre 1939 que tombe la dépêche Tass qui met le point final à l'aventure commencée sous le titre « *disparition des époux Robinson à Moscou* ». Ruth Marie Boerger, sur sa demande, a obtenu la naturalisation soviétique ! La citoyenne soviétique Ruth Friedrichovna Boerger, laissant définitivement en Floride sa petite fille de neuf ans née d'un premier mariage, va, annonce-t-on à Moscou, résider en Ukraine ²⁶. Ni elle, ni son mari, mort ou vif, n'ont plus jamais directement fait parler d'eux.

Herbert Solow peut triompher, car cette décision finale équivaut à un aveu des dirigeants soviétiques ²⁷. Pourtant l'affaire a encore bien des aspects mystérieux et l'admission de Ruth Marie au bercail du G. P. U., au temps de la grande alliance Hitler-Staline, est loin de donner réponse à tout.

Contentons-nous simplement de relever ici que l'« *affaire* », dirigée au début contre les trotskystes, tourne court en partie à cause de leur énergique défense et parce qu'ils réussissent à attacher et intéresser à leur combat non seulement leur ami Solow, mais un certain nombre de journalistes qui ne font pas jouer la loi du silence.

Disparition d'une vieille militante communiste

Etats-Unis sous les pseudos de « *Richard* » et d'« *Ewald* ». Il est probable qu'Ewald n'était pas plus le « *vrai nom* » de l'homme aux multiples identités que les autres.

²⁴ New York Times, 10 juin 1939.

²⁵ Ibidem, 25 juin 1939.

²⁶ Ibidem, 17 novembre 1939.

²⁷ H. Solow, « *La naturalisation de Mme Rubens est l'aveu du Kremlin que le couple était des agents soviétiques* », *New Leader*, 25 novembre 1939. Solow remarque : « *Cela indique aussi apparemment que Staline a abandonné son entreprise d'organiser un procès de Moscou ou Mme Rubens aurait fait les habituels "aveux"*. »

Quelques jours après qu'eut éclaté dans la presse la bombe de la « *disparition des Robinson* », un journaliste fouineur du *New York World Telegram* a déterré une autre affaire ²⁸, apparemment déjà connue de quelques initiés, la disparition de Juliet Stuart Poyntz que l'avocat de cette dernière confirme publiquement, le 17 décembre ²⁹. Professeur et chercheur de qualité, militante socialiste dès 1909, elle avait rejoint le P. C. dans les années 20 et joué un rôle suffisamment important pour être considérée par la police comme l'une des « *dix principales figures* » de ce parti. Liée pendant plusieurs années à la fraction de Jay Lovestone, elle a quitté le P. C. A. en 1934.

Selon son avocat, Juliet Poyntz a disparu aux environs du 5 juin 1937. Aucune trace de bagarre dans son appartement, pas le moindre signe d'un départ en perspective : tout est là, les bagages bien rangés. On peut supposer que l'hôtesse est sortie comme tous les jours, pour un rendez-vous peut-être, mais en tout cas banal, avec un familier. Or elle n'est pas revenue. Ni les gérants du club qui la logeait, ni l'avocat n'ont jugé utile de prévenir la police en ces six mois, et c'est déjà, en soi, curieux.

Existe-t-il un lien entre la disparition de Juliet Stuart Poyntz à New York et celle des « *Robinson* » à Moscou ? Après avoir vainement tenté d'engager dans l'aventure le *World Telegram*, puis le *Times* lui-même, un homme va se décider à le clamer, et avec quelle vigueur : Carlo Tresca, éditeur du journal italien de New York, *Il Martello*. Ce vieux combattant de toutes les causes antifascistes a beaucoup de relations et d'amis dans le P. C. et sur ses marges. Il a animé bien des grèves au temps des I. W. W., défendu depuis tous les grévistes du continent. En 1936, il a rejoint le comité de défense de Léon Trotsky et a fait partie de la commission Dewey. Il a personnellement connu Juliet Stuart Poyntz depuis des années et recueilli ses confidences après sa rupture avec le P. C., notamment dans une conversation qu'ils ont eue en mai 1937. Par ses amis de la C. N. T. d'Espagne, Tresca a reçu des informations de première main sur l'activité des tueurs du G. P. U. Il parle.

Il dit que Juliet Stuart Poyntz a été « *attirée ou enlevée et emmenée en U. R. S. S.* » parce qu'« *elle en savait trop* ». Dans une première conférence de presse, le 7 février 1938, il donne les premiers éléments de son enquête personnelle. Selon lui, Juliet Stuart Poyntz n'a quitté le P. C. en 1934 que parce qu'elle venait d'être recrutée par le G. P. U. Elle s'est ensuite rendue à Moscou où elle est restée près d'une année, s'initiant à sa nouvelle tâche d'espionnage scientifique et technique, mais vivant aussi la purge qui a suivi l'assassinat de Kirov. Elle est revenue à New York à la fin de 1936, cruellement désillusionnée par cette expérience. Bouleversée par les procès de Moscou, elle envisageait, dit-il, d'écrire ses mémoires et de faire des révélations qui n'auraient pas manqué d'être spectaculaires. Sa disparition a coïncidé dans le temps avec les premières mesures de préparation du voyage de « *Robinson-Rubens* ». Soit qu'elle était mêlée directement au projet général, ce qui exigeait sa disparition. Soit qu'elle ait été une pièce essentielle de la réussite ou de l'échec de la conspiration. En effet, Tresca souligne que son mari, le Dr Glazer, mort en 1933, avait travaillé au consulat allemand de New York et qu'elle aurait eu la possibilité soit de démontrer la fausseté de l'accusation portée à ce sujet soit de la confirmer dans le cours d'un procès où elle aurait « *avoué* ³⁰ ».

²⁸ *Il Martello*, 18 février 1938. Il y avait beaucoup de bavardages dans les milieux du P. C. américain et les « *agents* » n'observaient guère les règles qui leur prescrivait une rigoureuse « *compartimentation* ». Herbert Solow et Carlo Tresca enquêtaient, semble-t-il depuis plusieurs mois, sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz.

²⁹ *New York Times*, 18 décembre 1937.

³⁰ Ibidem, 8 février 1938. La déclaration de Tresca à la presse sema la panique dans l'appareil du G. P. U. aux Etats-Unis. C'est ainsi que Whittaker Chambers se présenta au domicile de Solow — qu'il avait connu à Columbia — pour lui demander d'utiliser son amitié avec Tresca pour que ce dernier ne mentionne pas son nom devant le Grand Jury fédéral. Depuis quelques semaines, Solow signait des articles dans le *New Leader* des noms de W.C. Hambers ou Walter Hambers, dans le dessein d'inciter Chambers à prendre contact avec lui et de lui arracher des informations. Notons que, lors de cette entrevue, Chambers indiqua à Solow qu'il pensait que Juliet Stuart Poyntz avait été assassinée, mais nia

Mais Carlo Tresca ne se contente pas de parler à la presse et d'écrire dans *Il Martello* et ailleurs. Par une initiative proprement inouïe de la part d'un militant libertaire, il demande à témoigner sur cette disparition devant le Grand Jury fédéral³¹. Après presque deux semaines d'attente, il y est entendu et répète sous serment ses accusations : Juliet Stuart Poyntz a été « attirée ou enlevée, emmenée en U. R. S. S. parce qu'elle en savait trop³² ».

Le P. C. américain accuse incontestablement le coup. Le 18 décembre 1937, le directeur de son bureau de presse, H. C. Adamson, affirme qu'après avoir interrogé les services concernés il est en mesure d'affirmer que le parti ne « dispose d'aucun document permettant de démontrer que cette femme a appartenu au parti », et précise : « Depuis dix ans, nous ne savons pas où elle est. » Quelques jours plus tard, pressé par les journalistes, C. A. Hathaway, membre du bureau politique, admet qu'il a effectivement connu Juliet Stuart Poyntz, mais ajoute qu'il ne sait plus rien d'elle depuis qu'elle a quitté le parti en 1934³³. Le *Daily Worker* lui-même ne mentionne pas sa disparition et, quand il attaque Tresca, c'est pour le traiter de « mouchard » accusant les communistes d'avoir fait disparaître... « une femme américaine » — sans autre précision !

Or les accusations de Tresca, elles, sont précises : il indique en outre quinze témoins prêts à les confirmer. Il met en cause deux membres du P. C. américain passés au service du G. P. U.

Le premier est Schachno Epstein³⁴, communiste juif des Etats-Unis, ancien du Freiheit de New York, entré au G. P. U. aux environs de 1930. Ancien compagnon de Juliet, il l'a probablement recrutée pour le G. P. U., a discuté avec elle de ses doutes, qu'il lui disait partager. On les a vus ensemble à New York à la fin de mai 1937. Il était avec Juliet quand cette dernière a fait ses confidences à Tresca. Tresca l'accuse d'avoir attiré son amie dans le guet-apens. En tout cas, depuis, il a quitté les Etats-Unis le 11 août par le paquebot Queen Mary et est retourné en Union soviétique³⁵.

L'autre Américain mis en cause et sorti de l'ombre par Tresca est un tueur qu'il dénonce, sinon comme l'organisateur du moins comme un exécutant possible. George Mink, né en Russie, alors âgé de quarante ans, était au début des années 20 chauffeur de taxi à Philadelphie et lié au « milieu ». On le retrouve quelques années plus tard président

le moindre rapport avec ce meurtre ; en revanche il démentit formellement avoir jamais rencontré « Robinson-Rubens », alors qu'à une nouvelle entrevue, en novembre, il devait reconnaître l'avoir bien connu sous le pseudonyme de Richard. Notons également, au sujet des liens du Dr Gluer avec le consulat allemand mentionnés par Carlo Tresca, qu'Allen Weinstein, dans *Perjury*, p. 310, écrit : « Mariée à un médecin communiste allemand qui avait des liens dans la communauté diplomatique allemande aux Etats-Unis, Poyntz exécuta quelques tâches de contre-espionnage pour le G. P. U. » — ce qui est plus précis.

³¹ Ibidem. Tresca publia dans *Il Martello* des extraits de sa correspondance avec Emma Goldman au sujet de cette initiative et des critiques dont elle était l'objet particulièrement de la part d'anarchistes.

³² Ibidem, 22 février 1938.

³³ *Il Martello*, 26 juillet 1938.

³⁴ Schachno Epstein (1883-1945, fils d'industriel, était né à Vilna. Membre du Bund, il avait été arrêté et déporté, puis avait en 1909 émigré aux Etats-Unis. Il était retourné en Russie en 1917 et s'était rangé dans la fraction antibolchevique du Bund, puis s'était brutalement rallié aux bolcheviks. Il était revenu une première fois aux Etats-Unis en 1920, et avait utilisé dans ce pays et ailleurs les pseudonymes de Yosef Berson et Sam Stone. En dehors de la rencontre mentionnée par Tresca, les éléments d'information sur Epstein avaient été découverts par l'enquête d'Herbert Solow. Le nom de Schachno Epstein en relation avec cette affaire fut écrit pour la première fois dans le *Daily Forward* (quotidien yiddish de New York) le 8 février 1938.

³⁵ *Il Martello*, 18 avril 1938. Epstein avait voyagé sur le paquebot sous un faux passeport.

de la *Marine Workers Industrial Union*, un « *syndicat rouge* » qui servait de couverture au G. P. U. pour diverses besognes. A partir de 1930, il a en principe résidé à Moscou où il était censé travailler à l'Internationale syndicale rouge, mais a beaucoup voyagé, notamment en Allemagne. Quand les services du G. P. U. ont été transférés de Berlin à Copenhague, on le retrouve au Danemark. En juillet 1935, il y est condamné à dix-huit mois de prison. Arrêté pour un attentat aux mœurs — tentative de viol d'une femme de chambre dans un hôtel — il est condamné en appel pour espionnage à la suite de la découverte dans ses bagages d'un matériel d'espionnage et notamment d'un texte codé qui n'a pu être déchiffré. Libéré au bout d'un an, il retourne en Union soviétique où des témoins l'ont vu, à Moscou, en novembre 1936 en compagnie précisément de Juliet Stuart Poyntz. Selon Tresca, il s'est rendu ensuite en Espagne où, sous le nom d'Alfred Herz, il a été à Barcelone l'un des chefs des tueurs du G. P. U. participant à l'enlèvement du journaliste Marc Rein, fils du menchevik Abramovitch, à l'enlèvement et l'assassinat d'Andrés Nin et de l'anarchiste italien Berneri. Son nom a été prononcé lors de l'enquête sur le meurtre d'Ignace Reiss en septembre 1937. Il voyage avec un passeport américain ³⁶.

Aux Etats-Unis du moins, personne ne reverra jamais ni Juliet Stuart Poyntz, ni Schachno Epstein, ni George Mink. Bien que son cadavre n'ait jamais été retrouvé, Juliet Stuart Poyntz a été déclarée légalement décédée en 1944 ³⁷. Schachno Epstein, réfugié en U. R. S. S. en 1938, ne donne aucun signe de vie pendant l'enquête, n'élève aucune protestation, même de principe, contre les accusations dont il est publiquement l'objet à New York. On dit qu'il fut à son tour arrêté pendant la Ejoytchina, puis libéré et qu'il fit partie en 1941 du fameux « *comité juif antifasciste* » d'U. R. S. S., qu'enfin il serait mort de mort naturelle en U. R. S. S. en 1945. Quant à George Mink, dont la photographie avait été envoyée à Trotsky à Coyoacán et diffusée autour de lui, il fut reconnu à Mexico dans la rue en avril 1938 par un trotskyste mexicain. La police mexicaine ne réussit pas alors à mettre la main sur lui. Elle n'eut pas plus de chance quand, le 15 mars 1940, *Socialist Appeal* affirma de nouveau qu'il se trouvait bien au Mexique, préparant un attentat contre Trotsky. Elle le cherchait toujours après l'attentat du 24 mai. Un rapport confidentiel daté du 1er octobre 1940, du chef du F. B. I., Edgar J. Hoover, récemment publié, pourrait expliquer sa disparition :³⁸ Mink aurait été en fait retrouvé, peu avant l'attentat du 24 mai et sommairement exécuté par un groupe d'hommes comprenant le secrétaire de Trotsky et dirigeant du S. W. P. Joseph Hansen : son corps aurait été ensuite jeté dans le cratère d'un volcan.

Ainsi ne put jamais être établi le « lien » dont Tresca affirmait l'existence entre l'affaire Robinson-Rubens et la disparition de Juliet Stuart Poyntz.

L'assassinat de Carlo Tresca

La série des meurtres ne s'arrête pourtant pas là. Le 11 janvier 1943,

³⁶ *Il Martello*, 28 février 1938.

³⁷ *New York Times*, 16 mai 1944.

³⁸ *Newsline*, 30 septembre 1978. L'information de Hoover lui venait de la légation des Etats-Unis au Mexique. Ce document, obtenu grâce au *Freedom of Information Act*, a été utilisé dans le cadre d'une campagne menée par *Newsline* contre Joseph Hansen. Le « *raisonnement* » qui permet aux rédacteurs de ce journal, à partir de ce document, de le considérer comme la « *preuve* » que Hansen était un « *agent double* », « *au service du F. B. I. et du G. P. U.* », nous a paru totalement hermétique. Joseph Hansen (1910-1979), recruté à l'Université, était devenu trotskyste en 1934. A partir de 1937, il avait partagé son temps entre New York, où il était responsable de l'action en direction du P. C., et Coyoacán, où il fut secrétaire et garde du corps de Trotsky. Il jouissait de la pleine confiance de ce dernier et était en 1940 son plus proche collaborateur. Notons que, le rapport de Hoover mentionnant « *Hansen et ses associés* », le journal *Newsline* — sans apparemment se demander si cela ne peut pas signifier « *Hansen et ses camarades trotskystes* » — en conclut que cela veut dire « *Hansen et les agents du G. P. U.* » !

c'est le tour de Carlo Tresca, abattu de deux coups de revolver, alors qu'il sortait des locaux d' *Il Martello*, par deux inconnus descendus d'une voiture et qui ont pris la fuite ³⁹. L'enquête de police n'aboutit pas non plus, bien que le célèbre gangster Lucky Luciano ait affirmé connaître l'identité des assassins ⁴⁰ et bien que certaines vedettes du « *milieu* » italien de New York — notamment Carmine Galante — aient été un instant mises en cause ⁴¹. Les uns parlent d'un crime de la Mafia.

D'autres soulignent la haine que portent à Tresca les fascistes et surtout les ex-fascistes italiens d'Amérique ralliés à la cause des « *démocraties* ». Les amis de Tresca, eux, rappellent le rôle joué par Tresca dans la défense de Trotsky et la commission Dewey, sa dénonciation d'Epstein et de Mink, du rôle du G. P. U. dans l'affaire Robinson-Rubens et le meurtre de Juliet Stuart Poyntz, les menaces dont il a été l'objet de la part de la presse stalinienne italienne des Etats-Unis pendant des années ⁴².

Le nom d'un autre homme, accusé d'être un tueur, revient souvent dans l'enquête sur la mort de Tresca. Ce n'est pas la première fois qu'il est question de Vittorio Vidali dans une affaire semblable⁴³. Cet Italien, émigré après l'avènement du fascisme, a vécu aux Etats-Unis et bien connu Tresca, qui a organisé notamment la campagne contre son expulsion en 1928. Il se faisait appeler alors Encas Sormenti. Son nom a été prononcé à nouveau avec insistance en 1929, lors de l'assassinat à Mexico du jeune dirigeant oppositionnel du P. C. cubain Julio Antonio Mella ⁴⁴. Mella a été abattu dans la rue par des inconnus : le seul témoin du meurtre était sa compagne du moment, Tina Modotti modèle nu pour photographes, de notoriété mondiale. Tina Modotti, a été d'abord soupçonnée, mais l'enquête a conclu que Mella était tombé victime des tueurs du dictateur cubain Machado. C'est de cette époque que date la liaison entre Vidali et Tina Modotti qui sera sa compagne jusqu'à sa mort subite et suspecte en 1940 et qui l'a accompagné notamment en Espagne sous le nom de Maria Ruiz. Vidali a joué un rôle important en Espagne où il s'est fait appeler Carlos Contreras : sous le nom de commandant Carlos, il a été l'un des organisateurs à Madrid du 5e régiment, la « *force de frappe* » du P. C. E. Il a été d'abord soupçonné, puis formellement accusé d'avoir été l'un des principaux organisateurs et exécutants de l'enlèvement, puis de l'assassinat du principal dirigeant du P. O. U. M. Andrés Nin ⁴⁵. Vidali était au Mexique en 1939 et

³⁹ Ibidem.

⁴⁰ New York Times, 6 janvier 1954. Norman Thomas cite une déclaration de LUCIANO à un journaliste affirmant qu'il avait tenté d'échanger sa libération contre la dénonciation des meurtriers de Tresca dans une proposition adressée au gouverneur Dewey.

⁴¹ *New York Times*, 14 janvier 1943. Carmine Galante (1910-1979), qui devait devenir en 1974 le chef de la Mafia aux Etats-Unis et qui a été abattu en juillet 1979, était alors en liberté sur parole. Il avait été aperçu par des policiers alors qu'il montait dans la voiture qui devait quelques heures plus tard servir aux meurtriers. Il avait été arrêté peu de temps après le meurtre. Carlo Tresca accusa la police de l'avoir fait précipitamment et d'avoir ainsi coupé toute possibilité de remonter, par lui, jusqu'aux instigateurs du crime. Au cours de l'enquête ultérieure, la police suspecta pendant quelque temps un autre membre du « *milieu* » new-yorkais, mais beaucoup plus humble, un bootlegger du nom de Frank Nuccio.

⁴² Voir la brochure du *Tresca Memorial Committee, Who killed Carlo Tresca:?* éditée en octobre 1945 avec la signature de personnalités comme Norman Thomas, Angelica Balabanov, John Dewey, Sidney Hook, Edmund Wilson, notamment p. 12 et 13.

⁴³ Cf. René Revol, « *Procès de Moscou en Espagne* », p. 123.

⁴⁴ Julio Antonio Mella (1903-1929), étudiant cubain, avait fondé l'organisation étudiante F. E. U. en 1923, l'Université populaire José Martí en 1924 et organisé les ouvriers du tabac. Il était l'un des dirigeants communistes les plus connus à Cuba. Il semble qu'il avait été exclu du P. C. cubain pour ses critiques contre l'U. R. S. S. et la politique de l'I. C. (Carlos Franqui nous a assuré avoir vu de ses yeux le document décidant son exclusion). Il était avec Tina Modotti (cf. p. 1177) au moment de son assassinat.

⁴⁵Cf. p. 128.

Trotsky en 1940 l'a dénoncé comme l'un des chefs des tueurs qui préparaient son assassinat. Le 15 mai 1942, sur une page entière d' *Il Martello*, Tresca l'a traité de « *chef d'espions, de voleurs et d'assassins* » et l'a dénoncé comme un des principaux tueurs du G. P. U. Quelques semaines avant sa mort, ayant appris que Vidali se trouvait à New York, Tresca a confié à des amis : « *Là où il est, je sens l'odeur de la mort. Je me demande qui sera la prochaine victime* »⁴⁶.

Le meurtre de Tresca est resté impuni. Vittorio Vidali, membre du comité central du P. C. I. dont il a été après la deuxième guerre mondiale le principal dirigeant à Trieste, vient de publier ses souvenirs sur... le XXe congrès la « *déstalinisation* » et *l'Espagne*.

Des éclairages ultérieurs ?

Il arrive que ce genre d'affaires puisse être éclairée après coup par des mémoires ou des révélations. Tel n'est apparemment pas le cas, bien qu'il y ait eu depuis cette date suffisamment de défections dans les rangs staliniens.

Walter Krivitsky a rompu avec le G. P. U. en 1938. Dans ses souvenirs, il est laconique sur l'affaire Robinson-Rubens, se contentant d'indiquer que le G. P. U. avait « *fait des plans pour un procès "trotskyste-fasciste" à New York* », mais qu'il est impossible de savoir jusqu'où en sont allés les préparatifs. Il indique par ailleurs que « *Robinson* » était officier de renseignements soviétiques et qu'une réflexion qui lui a été faite en mai 1937 par Sloutsky, chef du G. P. U. à l'étranger, au sujet de ses services américains truffés de « *trotskystes* », l'a confirmé dans l'idée que Moscou préparait sérieusement à cette époque un « *procès d'espionnage d'ennemis américains de Staline* ». Soulignant que Moscou préparait vraisemblablement un gigantesque procès préfabriqué en y amalgamant ses agents américains et d' « *innocents antistaliniens* », il précise une seconde fois que ces préparatifs visaient à « *l'organisation d'un procès de "trotskystes" en Amérique* »⁴⁷.

D'autres révélations sont venues plus tard de renégats du P. C. américain, qu'il n'est possible d'utiliser qu'avec la plus extrême circonspection. C'est ainsi que Whittaker Chambers — qui avait fait, au temps de l'affaire, quelques confidences à Solow — parle longuement dans son livre de « *Robinson-Rubens* » qu'il affirme avoir connu dans l'appareil clandestin, aux Etats-Unis même, sous le nom de « *Richard* », responsable du G. P. U. pour les... faux passeports aux Etats-Unis.

Selon lui, « *Richard* », « *Letton au visage de chat* », était en 1937 terrorisé par la rumeur selon laquelle son chef, protecteur et compatriote, le général Berzine, venait d'être arrêté à Moscou. C'est une lettre signée de la main de ce dernier qui l'aurait décidé, en octobre 1937, à obtempérer à l'ordre de rappel. Rendu méfiant cependant, c'est à dessein qu'il aurait emmené avec lui sa femme, citoyenne américaine, et sollicité le même jour auprès du même bureau les deux paires de passeports aux noms de Rubens et de Robinson afin de provoquer ou en tout cas de faciliter une éventuelle enquête aux Etats-Unis même⁴⁸. Sur l'affaire Poyntz, Chambers soutient la thèse de l'assassinat, aurait même dit à des proches que la malheureuse, assassinée après son enlèvement, avait été enterrée derrière un mur de brique dans une maison de Greenwich Village⁴⁹.

Chambers ne mentionne ni projet d'amalgame ni préparatif de procès ; selon lui, l'affaire Robinson-Rubens n'est qu'un épisode banal de l'épuration du service étranger du G. P. U.

⁴⁶ Cité dans *Whokilled Carlo Tresca ?*, p. 13.

⁴⁷ W. G. Krivitsky, *I was Stalin's Agent*, p. 193.

⁴⁸ Whittaker Chambers, *Witness*, p. 398-401.

⁴⁹ Cité par A. Weinstein, *Perjury*, p. 311.

Au début de la guerre froide, en 1947, Louis F. Budenz, ancien rédacteur en chef du *Daily Worker*, converti au catholicisme et aux « idéaux » du « monde libre », a publié sa propre histoire d'agent du G. P. U. et avoué son rôle dans la préparation de l'assassinat de Trotsky. Il fait au passage allusion aux affaires Robinson-Rubens et Poyntz pour indiquer qu'un dirigeant du P. C. A. avait prescrit de ne pas mentionner la première dans la presse parce que, disait-il, elle pouvait « conduire à l'affaire Poyntz ⁵⁰ ».

Ben Gitlow, ancien dirigeant du P. C. A. et ancien membre de l'exécutif de l'I. C., est en revanche beaucoup plus prolixe dans le chapitre « Liquidation » de son livre de 1948, *The Whole of their Lives*, en ce qui concerne ce qu'il appelle le « mystère Poyntz ». Il y reprend d'abord la thèse selon laquelle Poyntz n'avait quitté le parti officiellement que du fait de son entrée dans les services du G. P. U. et mentionne le stage qu'elle fit à Moscou après avoir été recrutée pour se préparer à sa mission d'espionnage scientifique et technique. Selon lui, Juliet Poyntz, prise dans le tourbillon de la purge après l'assassinat de Kirov, sortit indemne des interrogatoires, mais, profondément déçue, revint aux Etats-Unis décidée à la rupture.

Le G. P. U., selon Gitlow, se serait d'abord inquiété de sa passivité, puis des rumeurs selon lesquelles elle aurait commencé à écrire ses mémoires, ce qu'elle ne démentait que mollement. C'est alors qu'elle fut condamnée à mort par sa « cellule du G. P. U. ». Gitlow reprend ici la thèse de Tresca, affirme que Schachno Epstein l'aurait attirée hors de chez elle pour une promenade dans Central Park. C'est là qu'elle aurait été entraînée par deux hommes dans une voiture noire devant laquelle Epstein l'avait fait s'arrêter, conduite dans le comté de Dutchess, abattue dans un bois, puis enterrée non loin de la propriété des Roosevelt ⁵¹.

Gitlow raconte également que le vétéran germano-américain Ludwig Lore ⁵², parfaitement informé du meurtre, se tua néanmoins, parce que tenu par le G. P. U., et mourut peu après. Après avoir rappelé enfin le combat de Tresca, il conclut à propos de son assassinat en écrivant que « le représentant du Comintern exigea que le parti communiste américain règle ses comptes avec Tresca sur l'affaire Poyntz et les autres questions ⁵³ ».

Mentionnons pour mémoire que tous ces hommes ont été interrogés en qualité de « témoins » sur ces affaires à la suite de la publication de leurs livres — et que ce supplément d'enquête n'a donné aucun résultat.

En guise de conclusion provisoire

On ne peut nourrir aucune illusion quant à la possibilité d'éclaircir l'affaire Robinson-Rubens et ses « à-côtés » dans un délai rapproché et en dehors de bouleversements politiques majeurs à l'échelle mondiale. L'enquête sur la disparition de Juliet Stuart Poyntz a été classée par la justice américaine. Celle qui concernait le meurtre de Carlo Tresca l'a été également, et ce malgré le scandale que cette conclusion constituait à l'époque ⁵⁴. Dans les deux cas, de même que lors du procès des faussaires en passeports, en 1938-39 comme en 1943, l'intérêt général des relations soviéto-américaines commandait aux policiers et aux juges américains la plus grande prudence : c'est de toute évidence la raison d'Etat qui fut

⁵⁰ Louis F. Budenz, *This is My Story*, New York, 1947, p. 264.

⁵¹ Ben Gitlow, *The Whole of their Lives*, New York, 1948, p. 331-335.

⁵² Ibidem, p. 336. Ludwig Lore (1875-1942) était déjà social-démocrate quand il émigra d'Allemagne aux Etats-Unis en 1903 et devint secrétaire de la Fédération de langue allemande du P. S. Membre de sa gauche, lié à Trotsky en 1917, il rejoignit plus tard le P.C. unifié et en fut exclu en 1925 pour « trotskysme ». Il milita ensuite avec A. J. Muste au C. P. L. A. et dans l'A. W. P. mais ne le suivit pas dans la fusion avec les trotskystes.

⁵³ Ibidem, p. 340.

⁵⁴ Ibidem, p. 340.

le principal facteur de cette curieuse impuissance de la justice américaine. Les relations diplomatiques exigeaient cette cécité.

Certains s'étonneront peut-être que les renégats du P. C. devenus indicateurs dans les années de chasse aux sorcières rouges aux Etats-Unis n'aient pas apporté d'éléments plus substantiels d'information. Nous ne nous en étonnons pas, quant à nous. D'abord parce que ces hommes étaient loin d'avoir pu partager les véritables secrets et que leurs « *révélations* » n'étaient la plupart du temps que des reflets de rumeurs. Ensuite parce qu'il ne leur était pas possible de révéler quelque information que ce fût susceptible de nuire à ceux qui les manipulaient à l'époque, les gouvernants des Etats-Unis, « *compromis* » eux aussi par leur entente passée avec le régime stalinien et dont l'intérêt était de toute évidence de conserver bien clos ces dossiers compromettants pour leur réputation de combattants pour la justice.

On peut, si l'on veut, imaginer que la clé de ces mystères se trouve dans quelque dossier des archives du G. P. U. et que la révolution politique fera un jour la lumière sur ces meurtres-là et bien d'autres. En attendant, il nous faut conclure aujourd'hui, sans disposer de ces hypothétiques dossiers.

Un premier point nous semble acquis. L'affaire Robinson-Rubens au sens le plus strict — le voyage à Moscou de Mr et Mrs Robinson — était bel et bien le point de départ d'une entreprise plus vaste que la liquidation d'un agent lié à Berzine. Si l'entreprise a été abandonnée aussitôt qu'engagée, c'est qu'elle fut irrémédiablement compromise par la révélation que « *Robinson* » était un homme du G. P. U. Sur ce dernier point, il ne subsiste aucun doute, malgré les pudeurs du tribunal qui condamna les trois faussaires — ou peut-être à cause d'elles. La question reste ouverte en ce qui concerne Ruth Marie Boerger⁵⁵, mais, de façon générale, celle-ci n'est, dans toute l'affaire, qu'un personnage secondaire, bien que révélateur.

L'« *affaire Robinson-Rubens* » marquait-elle le début d'une entreprise de type « *procès de Moscou* » à l'étranger ou au moyen d'étrangers, destinée à étayer la thèse stalinienne des procès et à discréditer la commission Dewey et ses membres? C'est ce qu'a dit et écrit presque immédiatement Max Shachtman, c'est également ce qu'a écrit James P. Cannon, c'est enfin ce qu'a écrit Herbert Solow. Les trois hommes connaissaient bien les mécanismes de l'appareil, avaient suffisamment étudié au moins le premier procès de Moscou pour avoir flairé là la tentative de mettre sur pied un amalgame, avant même de savoir que le prétendu « *Robinson* » n'était pas un touriste innocent. C'est enfin, nous le savons, la thèse de Carlo Tresca qui connaissait bien les risques qu'il courait à la rendre publique. Walter Krivitsky, dont personne ne peut contester au moins la compétence, n'a pas d'hésitation à ce sujet : selon lui, l'envoi, puis l'arrestation à Moscou en tant qu'« *Américain* » de Robinson-Rubens, ne laissent aucun doute : il

⁵⁵ En réalité, on peut avancer plusieurs explications en ce qui concerne Ruth Marie Boerger. Jeune Militante communiste, épouse d'un agent, ou elle-même agent du G. P. U., elle aurait tenté de sauver son mari en alertant à Moscou diplomates et journalistes américains en décembre 1937. Par la suite, elle fit évidemment ce que le G. P. U. lui dicta. Mais cette hypothèse ne vaut que dans le cas où c'était seulement la vie de son mari qui était en jeu, ce qui nous paraît peu probable. Pourquoi le G. P. U. laissa-t-il à la jeune femme la bride sur le cou pendant une semaine lui permettant ainsi de donner l'alerte ? C'est tout à fait invraisemblable s'il ne s'agissait que du sort personnel de l'agent « *Robinson-Rubens* ». Mais s'il s'agissait d'un procès en grand spectacle, c'était le meilleur moyen de captiver l'opinion américaine par une entrée en matière sensationnelle. C'est ce que pensait James P. Cannon qui a affirmé, dès le 17 décembre 1937, que c'était délibérément que les « *Robinson* » avaient été arrêtés en deux fois. Sur ce point, Solow semble se contredire. Il écrit en effet dans le *New Leader* du 25 novembre 1939 que quelqu'un avait commis une « *bourde* » en laissant Ruth Boerger libre quelques jours après son mari, alors qu'il avait écrit quelques mois auparavant dans son article sur « *L'usine à passeports américains de Staline* », *American Mercury*, juillet 1939: « *Rubens fut arrêté. Sa femme fut laissée en liberté (une pratique très inhabituelle à Moscou) pour quelques jours — suffisamment pour qu'elle puisse alerter les correspondants américains et l'ambassade* ».

ne s'agissait pas du simple rappel d'un agent en vue de le supprimer, mais d'une affaire qui visait plus haut et plus loin.

Nous le savons par ailleurs, c'est incontestablement au début de 1937 qu'ont été prises en U. R. S. S. les premières décisions concernant la mise sur pied de « *procès mondiaux* » sur le modèle de Moscou. C'est dans les mois suivants que les mécanismes ont été mis en marche, en Espagne contre le P. O. U. M., en Tchécoslovaquie contre Grylewicz et le comité pour le Droit et la Vérité... et l'affaire Robinson-Rubens a suivi. La presse du P. C. américain tient, à propos du « *saboteur et espion trotskyste* » Robinson en décembre 1937, le même langage que celle du P. C. tchécoslovaque à propos de Grylewicz ou celle du P. C. espagnol à propos de Nin⁵⁶. Il n'existe aucune raison valable de douter que l'objectif était identique.

Sur ce plan il reste pourtant une question non résolue : où ce procès devait-il avoir lieu ? Le voyage de Robinson à Moscou suggère cette dernière ville : c'est à Moscou en effet que l'« *espion trotskyste* » devait avouer ses liens avec la Gestapo et les membres de la commission Dewey. Sans insister, il est vrai, Krivitsky, nous l'avons vu, écrit qu'il s'agissait de préparer des procès « *en Amérique* ». Un unique élément vient étayer cette hypothèse : la prétendue liaison entre « *Robinson* » et le consulat allemand. Mais le thème fut évidemment abandonné quand il fut patent que Robinson n'était pas un « *trotskyste* » mais un provocateur du G. P. U. Nous ne disposons donc d'aucun élément de réponse.

Notons pourtant que c'est précisément sur ce point — le lien de Robinson avec le consulat allemand — que Carlo Tresca a vu le rapport entre l'affaire Robinson et la disparition de Juliet Stuart Poyntz. Là aussi, il entrevoit plus que la simple liquidation d'un agent devenu peu sûr. Pour lui, Juliet Stuart Poyntz est liquidée en tant qu'obstacle possible dans la voie d'un amalgame Gestapo-trotskyistes préparé à travers le rappel en U. R. S.-S. de Robinson, en tant que témoin susceptible de démentir les « *aveux* » de base sur lesquels aurait reposé l'accusation. Là aussi, la réussite parfaite du meurtre de Juliet Stuart Poyntz, l'échec définitif de la grande entreprise nous dissimulant les arguments et « *témoignages* » sur lesquels elle devait reposer, nous privent de toute preuve décisive. Restent les éléments apportés par Tresca. Reste l'assassinat de Tresca lui-même. Mais, de toute façon, même si l'affaire Stuart Poyntz n'avait — ce qui semble peu probable — aucun rapport avec celle de « *Robinson-Rubens* », les problèmes soulevés par cette dernière n'en subsistent pas moins. Et c'est une succession d'assassinats qui, aux yeux de l'historien, a pour toujours lié ces deux affaires.

Or la violence des attaques des staliniens italiens d'Amérique, leur campagne de meurtre contre Tresca constituent une présomption de poids, sinon aux yeux d'un juge américain, du moins à ceux d'un historien. En 1938, Pietro Allegra, de la commission nationale italienne du P. C. américain, écrivait sous le titre *Le Suicide moral de Carlo Tresca que c'était « un devoir de mettre fin à ses activités délétères et dégoûtantes..., d'ennemi véritable et authentique des antifascistes »...* « *une oeuvre de protection que d'éliminer de la société des êtres pleins de haine* » comme lui... La même commission nationale italienne écrivait de son côté dans *l'Unità Operaia* du 28 février 1938 qu'il fallait « *dans l'intérêt de tous, faire comprendre à Tresca que les indicateurs de police ne seraient plus désormais tolérés dans le mouvement ouvrier et politique* ». Dans le cas d'Andrés Nin, dans celui de Berneri, dans celui d'Erwin Wolf, c'est ce même langage qui a précédé et préparé l'assassinat⁵⁷. Pourquoi en irait-il différemment dans celui de Tresca ?

⁵⁶ Rappelons que l'affaire Grylewicz (cf. p. 135-140) commença par de grossières accusations d'espionnage, mais s'effondra avant le stade du « *procès* » dont il ne fait pas de doute qu'il était l'objectif visé. L'article de René Revol (cf. p. 121132) et les documents p. 203-206, émanant du stalinien Georges Soria, démontrent que le G. P. U. voulait bel et bien juger Nin et ses camarades comme « *espions* », une entreprise qui échoua également. Tout porte à croire que c'était bien cet objectif qui se dissimulait derrière les premières phases de l'« *affaire Robinson* »

⁵⁷ Les accusations lancées par la presse stalinienne contre Nin peuvent être vérifiées ci-dessous à travers la prose de M. Soria en n'oubliant pas que Santiago Carrillo, actuel secrétaire général du P. C.E.,

Il est vrai qu'on ne prête qu'aux riches et que le nombre de crimes commis à cette époque par le G. P. U. est si élevé qu'on peut être tenté de lui en attribuer d'autres. Trotsky n'a-t-il pas sérieusement lancé l'hypothèse, aujourd'hui controuvée, selon laquelle l'économiste Dimitri Navachine avait été assassiné par le G. P. U.⁵⁸ ? Mais s'il se trouvait parmi nos lecteurs quelque solide sceptique qui hausse les épaules à la lecture de notre article et conclut à notre « *G. P. U.-phobie* », nous lui lançons un amical défi : qu'il prenne la plume et essaie de raconter cette histoire comme si elle était une suite — même sans lien entre eux — de faits divers, l'espion russe qui va en Russie avec un faux passeport américain pour s'y avouer trotskyste et disparaître, la vieille militante du P. C. qui séjourne à Moscou après avoir quitté son parti, y fréquente un espion notoire et quitte un beau jour son appartement new-yorkais pour disparaître à jamais, le vieux lutteur libertaire qui voit partout des crimes et des tueurs du G. P. U. et tombe sur un trottoir, frappé à son tour par les balles de tueurs non identifiés. Et ces tueurs qui courent toujours...

Sauf un. Qui écrit ses mémoires. Sur un autre sujet. Honorable membre du comité central d'un parti « *eurocommuniste* ».

Pour illustrer cette enquête, nous avons choisi de présenter les documents suivants :

1. Une déclaration de presse de James P. Cannon, au nom de la fraction trotskyste du P. S., le 17 décembre 1937, quelques jours après le début de l'affaire. Il n'y a sans doute pas une virgule à changer à cette analyse, faite alors que la contre-enquête des trotskystes et d'Herbert Solow ne faisait que commencer.
2. Un des articles de Junius — en l'occurrence Herbert Solow — dans *Socialist Appeal*, sur les aspects politiques de l'affaire et les relations soviéto-américaines. S'agissant du « *browdérisme* » où certains ont cru voir un « *américano-communisme* », précurseur de l'« *euro-communisme* », son texte ne manque pas d'intérêt.
3. Trois des articles de Carlo Tresca, parus dans son journal italien de New York, *Il Martello*. Le style du vieux combattant prolétarien contraste évidemment avec celui de l'intellectuel new-yorkais Solow. Le rapprochement entre les deux est d'autant plus saisissant.

a lui-même récemment rappelé qu'à la question « *Où est Nin ?* », ses camarades et lui-même répondaient par la rime macabre : « *A Salamanque ou à Berlin* ». Pour un article justifiant le meurtre de l'anarchiste italien Carrillo Berneri, on peut se reporter à l'organe du P. C. I. en France, *Il Grido del Popolo*, du 20 mai 1937. Nous avons cité dans les Cahiers n° I., p. 77, n. 28, les véritables appels au meurtre de Wolf que constituent les deux articles de *l'Humanité* des 5 et 7 juillet 1936.

⁵⁸ Notre collaborateur Roland Lewin a effectué une vérification rigoureuse de l'ensemble de la documentation concernant le meurtre, le 24 janvier 1937, au Bois de Boulogne, du directeur de la Banque du Commerce de l'Europe du Nord, Dimitri Navachine (1889-1937), et pense que ce dernier fut bel et bien assassiné par la Cagoule, comme il ressort d'ailleurs aussi bien du procès que des *Carnets Secrets de Dagore* (pseudonyme du dirigeant cagoulard Aristide Cotre) publiés par Christian Bernadac. Trotsky avait fait le lien entre le meurtre de Navachine, l'exécution de Piatakov, auquel il était lié, et l'intention prêtée à Navachine de faire à ce sujet une conférence de presse. En réalité, il voyait surtout dans ce meurtre, commis impunément en plein Paris, une menace contre la vie de Léon Sedov. Notons que Sedov, qui vivait à Paris, n'hésita pas à exprimer des réserves au sujet du communiqué de son père, déclarant pour sa part qu'aucun élément ne permettait pour le moment d'impliquer le G. P. U. dans le meurtre de Navachine. Dans une lettre postérieure, à Suzanne La Follette, qui sera publiée dans les Œuvres, Trotsky refait l'hypothèse de la main du G. P. U. à propos d'une autre initiative de la Cagoule, les attentats de l'Etoile au siège du patronat français. On peut évidemment se demander si la Cagoule n'a pas pu être manipulée par le G. P. U. comme elle le fut — en même temps que télécommandée — par l'Ovra dans l'assassinat des frères Rosselli, mais, dans l'état actuel de la documentation, ce n'est qu'une hypothèse, totalement gratuite.

